RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

CERTIFICAT D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE RÉVISION COMPTABLE

SESSION DE DECEMBRE 2016

**ÉPREUVE D'AUDIT FINANCIER
ET D'ÉTHIQUE PROFESSIONNELLE**

Durée : 3 heures - Coefficient : 1

Le sujet se présente sous la forme de trois parties indépendantes :

<i>Première partie :</i>	<i>04 points</i>	<i>Page 2</i>
<i>Deuxième partie :</i>	<i>06 points</i>	<i>Page 2</i>
<i>Troisième partie :</i>	<i>10 points</i>	<i>Page 3</i>

- 1. Aucun document n'est autorisé.*
- 2. Matériel autorisé : une calculatrice de poche à fonctionnement autonome, sans imprimante et sans aucun moyen de transmission, à l'exclusion de tout autre élément matériel.*
- 3. Le sujet comporte 5 pages numérotées de 1 à 5 (y compris la page de garde).*
- 4. Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.*
- 5. Si le texte du sujet (ou de ses questions) vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la (ou les) mentionner explicitement dans votre copie.*

SUJET

Il vous est demandé d'apporter un soin particulier à la présentation de votre copie.

Toute information calculée devra être justifiée.

(2)

PREMIÈRE PARTIE (4 points)

La société AZT est une société à responsabilité limitée, constituée en 2005 et ayant pour objet les bâtiments et les travaux publics (BTP). Ses clients sont principalement l'Etat et les entreprises publiques.

La société tient une comptabilité selon les règles fiscales permettant de déterminer directement la TVA à payer mensuellement. Elle souhaite accroître la crédibilité des états financiers arrêtés le 31/12/2015, en chargeant le cabinet d'expertise comptable ACC d'une mission d'audit. En outre, le gérant de la société AZT sollicite ACC pour se prononcer sur la fiabilité des comptes "Etat, TVA".

Travail à faire :

- 1- Préciser la nature des deux missions, les règles d'éthique et les normes qui leur sont applicables. (1,5 point)
- 2- Présenter les diligences spécifiques requises en matière d'acceptation et la conduite des deux missions. (2,5 points)

DEUXIÈME PARTIE (6 points)

Le cabinet dans lequel vous effectuez votre stage est une société anonyme à conseil d'administration avec séparation entre les fonctions du Président du Conseil d'administration (PCA) et de directeur général (DG). Le DG est salarié du cabinet depuis qu'il était collaborateur débutant, il y a 20 ans.

Dans le cadre de la mise en place d'un système de contrôle qualité conforme à la norme ISQC 1, le conseil d'administration a nouvellement désigné son président en qualité de responsable du système de contrôle qualité du cabinet. Le PCA est un expert comptable, ayant exercé pendant 40 ans au cabinet. Récemment parti en retraite, il dispose du temps libre pour la mise en place du système de contrôle qualité.

Afin de tirer profit de votre formation théorique récente, il vous charge d'une mission interne au cabinet, qui a pour objet l'établissement d'un rapport d'évaluation du respect par le cabinet des règles d'éthique prévues par la réglementation nationale et le code d'éthique de l'IFAC.

Pour rédiger votre rapport, vous avez pu collecter les informations suivantes :

- a) Le chiffre d'affaires (CA) de l'exercice 2016 est détaillé comme suit :

(en dinars)

Clients	STE A	STE B	Holding ATALANTA			Clients conseil	Total CA du cabinet
			STE C	STE D	STE E		
Chiffre d'affaires	200.000	100.000	440.000	85.000	111.500	1.063.500	2.000.000

107,5%

31,8%

53%

- b) Suite aux efforts commerciaux du père du DG du cabinet, qui travaille dans une société de conseil, le cabinet a conclu une mission d'audit contractuel avec le client "STE A". *Loisirs CA.*
- c) Le client "STE B" est l'ancien employeur d'un chef de mission du cabinet. Ce dernier a travaillé pendant 5 ans chez "STE B", jusqu'au mois de septembre 2016. Le cabinet a obtenu la mission d'audit des états financiers, après la démission de l'ancien commissaire aux comptes, en cours de mandat, à cause de différends sur les réserves qu'il a formulées.
- d) Les clients "STE C", "STE D" et "STE E" font partie du même groupe et sont dirigés par les mêmes personnes physiques.
- Le client d'audit "STE C" est une banque. Le chiffre d'affaires, mentionné dans le tableau ci-dessus, est également réalisé en 2015. En outre, le nouveau siège du cabinet a été financé par ce client.
 - spécificités* Le cabinet assure l'audit du client "STE D", qui est une agence de voyage. Le DG de votre cabinet a l'habitude (même avant sa nomination en tant qu'auditeur signataire) d'organiser ses voyages à travers cette agence, qui lui offre également en fin d'année un billet gratuit pour son fils âgé de 7 ans. *intérêt personnel*
 - Les honoraires reçus du client "STE E" sont relatifs à une mission d'arbitrage dans un litige opposant ce client à une compagnie d'assurance et portant sur le montant de l'indemnité pour perte d'exploitation.

Travail à faire :

- CPA*
- 1- Que pensez-vous de la nomination du PCA en tant que responsable du système de contrôle qualité du cabinet ? (1 point)
 - 2- Traiter les situations décrites dans les points a), b), c) et d) :
 - en précisant les situations qui peuvent constituer des menaces aux principes fondamentaux d'éthique ; et
 - en proposant les mesures de sauvegardes adéquates. (5 points)
- 7/9 ans*

TROISIÈME PARTIE (10 points)

Vous effectuez votre stage réglementaire auprès de la société d'expertise comptable CPA-EXPERT, dont le capital est détenu par trois experts comptables.

La société CPA-EXPERT est désignée auditeur contractuel de la société anonyme KLM, pour les exercices 2014-2015-2016. La société KLM est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation des produits cosmétiques. Début 2016, elle a engagé le processus de son admission à la cote de la bourse.

A. Mr Ali, associé responsable du dossier, vous charge de planifier les travaux d'audit des états financiers de la société KLM relatifs à l'exercice 2015, conformément aux normes internationales d'audit. Les notes de la réunion avec les directeurs de la société font ressortir les points suivants :

1. Composition du conseil d'administration

Le conseil d'administration de la société est composé de cinq administrateurs salariés, un président du conseil (ancien salarié) et trois autres administrateurs non salariés. Les administrateurs non salariés sont des anciens directeurs de la société, actuellement en retraite (impliqués dans les ventes ou la production) et sont membres du comité d'audit. Tous les administrateurs siègent au conseil, depuis au moins deux mandats.

2. Un extrait des états de résultats des exercices 2014 et 2015 est présenté dans le tableau suivant :

Extrait des états de résultats : (en milliers de dinars)

Rubriques	31/12/2015 Avant audit	31/12/2014 Après audit
Revenus	7.220	7.120
Charges directes hors commissions des représentants commerciaux	3.500	3.850
Commissions des représentants commerciaux	520	378
Dotations aux amortissements	1.805	1.660
Autres charges d'exploitation	500	490
Résultat d'exploitation	895	742
Charges financières	170	200
Pertes sur cession d'immobilisations	16	3
Résultat des activités ordinaires avant impôt	709	539

3. Constructions et matériels industriels

Au cours de l'exercice 2015, la société a réalisé des rénovations de son siège social, son usine et ses points de vente. Une nouvelle chaîne de production est entrée en exploitation. Les points de vente ont été réaménagés. Cette rénovation a eu comme conséquence des cessions d'actifs et des mises en rebus et un montant significatif de dépenses d'investissement.

4. Capital social

Au cours de l'exercice 2015, KLM a effectué une augmentation de capital de 1 million de dinars par conversion de créances d'un ancien fournisseur avec une prime d'émission de 50.000 D.

5. Crédit bancaire

Pour financer l'opération de rénovation, KLM a contracté un crédit bancaire de 2,6 millions de dinars le 01/10/2014. L'échéancier fixe des remboursements trimestriels de 100.000 D. La société a honoré ses engagements jusqu'à l'échéance du 01/07/2015, mais a cessé de payer les échéances ultérieures.

6. Représentants commerciaux

KLM emploie des représentants commerciaux pour effectuer des ventes directes aux clients. Ces représentants réalisent annuellement en moyenne 20% du chiffre d'affaires de la société. Le salaire des représentants commerciaux est composé d'une partie fixe et d'une commission de 20% du chiffre d'affaires réalisé.

7. Processus achat-fournisseur

Les travaux d'audit de l'exercice 2014 ont montré que le processus achat-fournisseur est efficace. L'associé responsable du dossier recommande de s'appuyer sur ces travaux, en application de l'ISA 330. *min let 2014*

B. Les informations suivantes ont été collectées du dossier de travail de l'exercice 2015 :

1. Procès en cours

Cette app.
Le 31/05/2015, le concurrent **BKK** engage une action en justice à l'encontre de la société **KLM** à cause de l'utilisation du même design de l'emballage, protégé par des droits d'auteur. L'auditeur a obtenu une confirmation verbale de l'avocat de la société que la probabilité d'engagement de la responsabilité de la société est élevée, et elle risque de dédommager le concurrent pour un montant de 180.000 D. Les faits sont divulgués de manière appropriée au niveau des notes aux états financiers.

2. Acquisition d'un nouveau progiciel de gestion intégré

Dans le cadre du développement de son activité, la société a acquis un nouveau progiciel de gestion intégré de la société **PAV**. L'associé responsable a fait appel aux conseils de la société **PAV**, afin d'assister l'équipe d'audit dans les tests des différents modules.

9
Le nouveau système de la tenue de la comptabilité n'est entré en exploitation que le 01/09/2015. Le directeur comptable et financier a confirmé que les données étaient transférées de l'ancien système au nouveau système. En outre, les deux systèmes ont été exploités en parallèle jusqu'au 31/12/2015. En raison de la charge de travail de l'équipe de la comptabilité, les réconciliations des comptes issues des deux systèmes n'étaient pas prêtes à fin avril 2016, notamment les comptes de tiers. Le directeur comptable et financier informe l'associé responsable du dossier, qu'il est satisfait des résultats des travaux de réconciliations déjà accomplis et lui communique une lettre d'affirmation.

3. Inventaire physique

Les feuilles de travail d'assistance à l'inventaire physique indique que l'opération d'inventaire n'est pas bien organisée et que le comptage des articles en stock, exécuté par le personnel de **KLM**, n'est pas correct. Les écarts dégagés ne sont pas significatifs, ainsi des tests supplémentaires ne sont pas requis.

4. Rapport

Au 30/04/2016, les travaux d'audit sont presque achevés. Un rapport, avec opinion favorable, est émis à cette date. Le rapport du consultant de la société **PAV** figure en tant que paragraphe d'observation du rapport.

Travail à faire :

Dans le cadre de la mission d'audit du client KLM pour l'exercice 2015 :

- 1- Conformément aux normes internationales d'audit, sur la base d'un examen analytique et des informations ci-dessus, élaborer le plan d'audit devant être mis en œuvre pour obtenir des éléments probants suffisants et appropriés. (6 points)
- 2- Préparer une note succincte indiquant, en quoi les travaux effectués, les conclusions, et le rapport du cabinet ne sont pas, éventuellement, en conformité avec les normes internationales d'audit, tout en précisant le cas échéant les diligences complémentaires à mettre en œuvre. (4 points).